Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2021)
Heft: 2331

Artikel: Il y a 60 ans, le début d'une belle aventure médiatique
Autor: Dreifuss, Ruth
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014498

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pourquoi *Domaine Public* cesse de paraître

Jean-Daniel Delley - 24 juin 2021 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/39108

Domaine Public cesse de paraître à la veille de son 58e anniversaire. Si la décision peut sembler abrupte, elle découle d'une lente évolution que nous n'avons pu contrecarrer. Certes *DP* dispose toujours d'un lectorat fidèle et qui lui a accordé le soutien financier nécessaire. S'il meurt, c'est faute de combattants, à savoir d'un nombre suffisant de personnes prêtes à contribuer de manière régulière à sa production.

Revenons aux débuts de cette aventure. À l'origine, *DP* est porté par une équipe. Les articles résultent de réflexions partagées et d'un travail collectif. Ils concrétisent un projet éditorial dans un contexte politique et médiatique particulier, comme le rappelle Ruth Dreifuss. Durant deux ou trois décennies, ce mode de faire perdure et l'équipe se renouvelle partiellement.

Puis *DP* rencontre des difficultés à assurer la relève. Il choisit alors d'ouvrir plus largement ses colonnes à des collaborations externes dans l'idée d'offrir une plateforme de débats, mais sans transiger sur la qualité de la forme et du fond: point de jargon d'experts, précision dans l'emploi des mots; pas de textes à l'emporte-pièce ni de libelles vengeurs, mais des analyses fouillées reposant sur des faits vérifiés.

Si cette ouverture nous offre momentanément un bol d'air, elle exige beaucoup de travail de la part du noyau rédactionnel, toujours à la recherche de nouvelles plumes susceptibles de couvrir une palette suffisamment large de sujets. Mais surtout le contexte politique et médiatique connaît de profonds changements, mis en évidence par Joëlle Kuntz, dans la présente édition.

Alors que dans les années 1960, les possibilités d'expression indépendante étaient rares, elles se multiplient, pour même exploser actuellement. Les réseaux sociaux poussent à la communication instantanée, sans les contraintes de qualité que nous avons persisté à nous imposer. Et tenir un blog permet de choisir son rythme de publication et de s'affranchir d'une discipline collective.

Ces nouvelles facilités viennent répondre aux conditions plus contraignantes du monde du travail: quel rédacteur bénévole a encore le temps d'approfondir un sujet, de se plonger dans une documentation, de vérifier ses sources pour des articles écrits pendant de rares moments de liberté ? Vive Twitter et Facebook !

La tâche est devenue trop lourde pour une équipe réduite et vieillissante. Nous n'avons plus les moyens d'offrir une couverture suffisamment diversifiée de l'actualité helvétique. Il est donc temps de mettre un terme à une aventure aussi originale que formatrice pour celles et ceux qui l'ont vécue.

Il y a 60 ans, le début d'une belle aventure médiatique

Ruth Dreifuss - 24 juin 2021 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/39110

Les années 1960 marquent l'apogée des *«trente glorieuses»*, commencées dans l'euphorie de l'après-après-guerre, une fois pacifiés les conflits de travail et l'AVS enfin sous toit, une Europe reconstruite et en voie de réconciliation. La croissance économique transforme en profondeur les sociétés occidentales. Une ère de consommation effrénée s'installe, les entreprises

multinationales se développent, une main-d'œuvre étrangère est appelée en renfort des sites de production nationaux, la classe moyenne accède à un confort jamais connu auparavant. La Suisse, fièrement, poursuit son essor.

La gauche traditionnelle soit reste prisonnière de ses schémas de lutte des classes et de rôle révolutionnaire du prolétariat, soit se rallie à l'économie de marché sociale (*soziale Marktwirtschaft*), grappillant des avancées sociales que la croissance économique rend possibles. C'est en dehors des partis que s'affirme la nécessité d'une réflexion sérieuse sur l'avenir de ce modèle de développement. Naissent alors les premières perceptions de ce qu'il fait subir à l'environnement, les premières batailles autour de l'immigration et du statut des travailleurs et travailleuses étrangères, la reconnaissance des besoins de démocratisation des études et des lacunes du filet social, ainsi que les derniers *rounds* de la lutte pour le suffrage féminin. Mais le climat politique est empoisonné par la guerre froide et un *«maccarthysme»* à la suisse, qui musèle des orateurs étrangers et interdit d'emploi des personnes soupçonnées de sympathies communistes. La Suisse se barricade et surveille sa population.

Pour beaucoup, la grande histoire se fait ailleurs qu'en Suisse. C'est l'accession à l'indépendance de maintes colonies, les luttes d'indépendance qui se poursuivent dans d'autres, la discrimination raciale aux États-Unis d'Amérique et l'apartheid en Afrique du Sud, les dictatures qui perdurent ou s'installent en Espagne, au Portugal et en Grèce qui mobilisent l'intérêt des militants. Notre pays est comme un *«balcon en forêt»*, d'où on observe au loin les soubresauts du monde.

Il y a tout juste soixante ans, en divers lieux de Suisse romande, se créent de petits groupes de réflexion, inspirés par le mouvement des *«clubs»* français qui, hors des partis de gauche, s'emploient à développer des analyses et des réponses mieux adaptées aux problèmes que cause une croissance débridée et s'interrogent sur l'avenir qu'elle prépare. Ils aspirent aussi à une autre façon de faire de la politique: l'exemple de Pierre Mendès France joue un rôle dans ce renouvellement du débat politique, son intégrité, sa façon de rendre compte semaine après semaine de ses décisions, sa volonté de construire la paix et de décoloniser. PMF démontre que l'on peut, que l'on doit, marier le pragmatisme politique et l'ambition intellectuelle.

Divers projets de même nature fleurissent simultanément, qui rassemblent des intellectuels venus d'horizons différents: il y avait à Genève le désir de transformer en action, en réflexion et en partage le renouveau de la doctrine sociale de l'Église; en Valais la volonté d'opposer une parole critique à un parti hégémonique et au monopole d'un journal qui verrouille les débats; à Neuchâtel la nécessité d'une analyse poussée des enjeux d'un canton encore marqué par la monoculture industrielle de l'horlogerie; dans le canton de Vaud, une frustration d'intellectuels membres du parti socialiste, dont les propositions d'approfondissement des défis sociaux, économiques et politiques rencontrent peu d'intérêt.

Chacun de ces groupes ressent un besoin existentiel de réanimer le débat politique, d'imaginer de nouvelles solutions, de décrire la réalité du pouvoir économique qui cultive la confidentialité et de développer des visions à plus long terme que les prochaines votations et élections. Ces initiatives étaient appelées, tout naturellement, à se connaître et à se coordonner. Car l'ambition était romande et nationale. Le projet vaudois de créer un journal étant le plus avancé, c'est autour de lui que se cristallise la volonté de lancer ce qui allait s'appeler *Domaine Public*.

Le premier numéro paraît le 31 octobre 1963. Les ambitions sont énoncées en première page:

Imagination*: Il n'y a pas d'explication qui tienne en un seul mot, même néo-capitalisme, n'en déplaise, tout utile qu'est la formule. Il faut faire appel à toute la diversité des recherches des sciences humaines pour essayer d'analyser les mécanismes de cette société moderne qui ne s'intéresse plus aux seuls comportements politiques et économiques de l'individu, mais qui le poursuit, le met en*

condition et le commercialise jusque dans ses loisirs et ses rêves.

***Description**: Demandez à quiconque s'intéresse aux affaires publiques des renseignements sur les groupes de pression de ce pays, sur les hommes qui les animent, sur les moyens dont ils disposent:*
Qui, derrière les grandes banques commerciales ?
Qui, derrière les industries d'exportation ?
Qui, derrière les intérêts immobiliers ?
Ignorance totale. Le mécanisme même du pouvoir échappe à la plupart de nos concitoyens. D'où une certaine inefficacité politique.
Toute description dans ce pays a une valeur critique. Chaque fois que l'occasion se présente, il faut dire qui est qui. Il serait d'ailleurs naïf de s'imaginer lever des scandales à chaque page. Mais on y a plus qu'ailleurs le goût du confidentiel, le sens du secret des affaires. Ombres et persiennes closes. La première tâche démocratique, c'est de faire tomber ce "confidentialisme" dans le domaine public.

***Extrémisme**: Sur des points majeurs, les objectifs d'une action à court terme sont connus: aménagement du territoire, politique de l'habitat, éducation permanente, sécurité sociale, planification.*
Idées galvaudées avant même d'être réalisées. Là, la politique à suivre est simple. Ces lieux communs des programmes électoraux sont, en fait, les pierres d'achoppement du régime. Il faut de manière directe, incessante, extrémiste, réclamer leur réalisation. Là, il ne s'agit pas d'imagination, mais d'énergie, celle qu'il faut pour taper sur les clous et parfois à côté sur les doigts.

Commence alors le travail rédactionnel, qui repose sur des séances régulières de discussion et d'approfondissement des sujets choisis. Nous apprenons à chercher l'information, à lire la *Feuille fédérale* et les rapports, peu loquaces, des entreprises et des banques, à solliciter ceux et celles d'entre nous qui, grâce à leurs compétences professionnelles, aident à anticiper les problèmes et à en expliquer la complexité. Les textes sont ainsi une œuvre collective, ce que signale, pendant les premières années, l'absence de signature individuelle, même si la plume d'André Gavillet leur donne une grande unité de style. L'exigence de qualité, quant au fond comme dans la forme, est élevée.

Conscients de ce que nous ignorons, nous nous formons: André Gavillet est invité, par Jean Meynaud, à des leçons hebdomadaires sur le fonctionnement des groupes de pression et des organisations professionnelles qui hantent les bureaux des Conseillers fédéraux, l'administration et les couloirs du Parlement, financent et dominent les campagnes de votation. Quant à moi, je n'aurais pas choisi d'étudier l'économie, si nos lacunes dans ce domaine n'avaient pas été patentes. Nous allons jusqu'à acheter des téléviseurs pour pouvoir nous exprimer sur le rôle social de ce média encore relativement peu répandu !

L'aventure de *Domaine Public* aura donc été bien plus qu'une entreprise éditoriale: une formation continue de chacun et de chacune d'entre nous et notre engagement bénévole et durable. Au fil du temps, la composition et le mode de travail du groupe évoluent: de nouvelles recrues arrivent; d'autres se font élire à des fonctions qui ne leur permettent plus de participer régulièrement à la fabrique du journal: conseillère municipale et syndique, conseiller d'État, conseillère fédérale, juges au niveau cantonal et fédéral; des secrétaires de rédaction professionnels assument la publication et développent de plus en plus les outils informatiques; des membres fondateurs décèdent, les rédactrices et rédacteurs les plus fidèles vieillissent. Aujourd'hui, le moment est venu de publier ce dernier numéro.